



Elus Locaux Contre le Sida

ELCS

infos

n° 19

Mai 2007

NUMERO
AFRIQUE
SPECIAL

AMICAALL : les collectivités locales en première ligne de la lutte contre le sida

Les pays en voie de développement, confrontés à la pauvreté et à la défaillance des systèmes sociaux et de santé, sont les plus durablement touchés par le sida. L'Afrique sub-saharienne est la région la plus lourdement affectée par le VIH et le sida, avec près de 25 millions de personnes vivant avec le VIH.

Confrontés au problème croissant du VIH dans leurs communes, villes et cités, les maires et les autorités locales en Afrique ont compris qu'ils avaient la responsabilité de s'assurer que les populations et communautés qu'ils servent aient accès à l'aide et aux services requis pour surmonter la crise. Pendant longtemps, l'importance du rôle des collectivités locales n'avait pas

été suffisamment reconnue par les gouvernements nationaux, par la communauté des donateurs et par les collectivités locales elles-mêmes. Pourtant, une réponse compréhensive et coordonnée au plan local, qui réunit municipalités et partenaires de la société civile, qui est soutenue par le gouvernement central, et qui se fonde sur les principes de bonne gouvernance, peut non seulement contribuer à combler les lacunes entre politiques nationales sur le VIH/Sida et la réelle disponibilité et accessibilité des services au niveau local mais elle contribuera aussi à l'expansion des services et systèmes d'aide relatives au VIH.

Suivant ces principes, l'Alliance des Maires et Responsables Municipaux sur inaugurée en janvier 1998 à l'occasion du sommet d'Africités, à Abidjan AMICAALL (the Alliance of Mayors Initiative for Community Action

La stratégie de l'AMICAALL est fondée sur le fait que les collectivités qui rapproche au plus près populations et gouvernement ; elles sont placées pour conduire et faciliter la mise en œuvre d'une réponse plinaire à l'épidémie au niveau local, en complémentarité avec les L'Alliance, au travers de programmes nationaux de l'AMICAALL, aide plan local, le principe des « trois uns » - un plan multisectoriel natio-coordination, un système national de suivi et d'évaluation -.

Aujourd'hui, de nombreux pays ont élaboré un plan national multisectoriel suivi et l'évaluation. Des programmes nationaux de l'AMICAALL ont été créés

le VIH/Sida a été officiellement en Côte d'Ivoire et a élaborée on AIDS).

locales représentent le lien ainsi particulièrement bien coordonnée et multidisci-efforts au niveau national. à mettre en pratique au nal, un système national de

et s'efforcent d'en améliorer le dans 13 pays de l'Afrique sub-saha-

rienne. Dans ces pays, plus de 200 municipalités se sont engagées dans l'action pour faire face au VIH. Des équipes municipales sur le VIH ou des coalitions locales ont été créées et réunissent l'ensemble des principales parties prenantes au niveau local.

L'Alliance a invité les maires et responsables municipaux de par le monde à être solidaires avec elle afin que la rhétorique sur le sida se concrétise en des services qui atteignent les populations et communautés locales. Le travail de pionnier de l'association Elus Locaux Contre le Sida (ELCS) en France a été une source d'inspiration pour ses homologues en Afrique et ailleurs. Les possibilités d'accroître la coopération entre les collectivités locales en France et le réseau de l'Alliance existent, il convient de les identifier et de les traduire en réalités au bénéfice de tous. Beaucoup peut être fait dans le cadre d'une coopération solidaire entre villes pour accroître la capacité des collectivités locales à mettre en place des systèmes de coordination, de planification, de soutien et de suivi. Dans ce combat pour la vie, la volonté politique et l'engagement des élus locaux est nécessaire.

Mina Mauerstein-Bail, directrice du Programme des Partenariats ONU AMICAALL

(pour plus d'informations : www.amicaall.org/french/index.htm)

S O M M A I R E

AMICAALL : les collectivités locales en première ligne de la lutte contre le sida	1
ALCS, l'association qui fait bouger le Maroc.....	2
Partenaires d'ELCS	2
IKAMBERE, la maison accueillante	3
La course de l'espoir, une aventure humaine extraordinaire	3
Cotisations 2007	4

Directeur de la publication : Jean-Luc ROMERO

Responsable éditorial : Philippe LOHÉAC

Secrétariat de rédaction :

Adeline LENEVEU & Bastien VIBERT-VICHET

Au Maroc, l'Association de Lutte Contre le Sida (ALCS) est aujourd'hui un acteur incontournable de la société civile. Retour sur vingt ans d'actions et d'engagements militants.

Première association de ce type constituée au Maghreb et au Moyen-Orient où le tabou sur la sexualité est pesant, l'Association de Lutte Contre le Sida (ALCS) a vu le jour au Maroc en 1988, alors que trente cas seulement de sida étaient déclarés. Structure principalement médicale à ses débuts, l'ALCS a très vite évolué vers une association de type communautaire et militante qui, malgré une collaboration régulière avec les pouvoirs publics, n'a jamais hésité à dénoncer les positions officielles qui allaient à l'encontre de son action. Ce fut le cas lors de l'accord de libre échange conclu avec les Etats-Unis d'Amérique et ses conséquences désastreuses sur l'accès aux traitements ou, aujourd'hui, pour la défense des droits d'accès des migrants subsahariens aux systèmes de soins.

Reconnue d'utilité publique en 1993, l'ALCS s'attache à poursuivre ses principaux objectifs que sont la prévention de l'infection VIH/Sida, l'accès aux traitements, la prise en charge et la défense des droits des personnes vivant avec le VIH, dans le strict respect des droits de l'Homme et des principes éthiques de neutralité et de confidentialité.

Grâce au soutien de bailleurs de fonds internationaux, comme ESTHER ou Sidaction, l'ALCS parvient à offrir une assistance matérielle et un soutien psychologique aux malades, à assurer le financement d'une partie des tests biologiques et des médicaments contre les maladies opportunistes et à mettre des assistantes sociales à la disposition des personnes vivant avec le VIH. Plus innovant encore, l'ALCS installe dès 1995 des programmes de prévention auprès des groupes vulnérables que constituent les professionnel(le)s du sexe et les hommes ayant des relations avec des hommes. Aujourd'hui les programmes de prévention sont développés dans les usines et même dans les prisons.

Avec l'ouverture, en 1992, du premier Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit (Cidag), dont le nombre est porté aujourd'hui à 17, les actions

ALCS, l'association qui fait bouger le Maroc

de l'ALCS n'ont pas cessé d'évoluer, jusqu'à la mise en circulation de trois bus aménagés en centres mobiles de diagnostic anonyme et gratuit, dont un financé avec le soutien du Conseil régional d'Ile-de-France. Grâce à un partenariat avec Sida Info Service, soutenu par la mairie de Paris, l'ALCS lance en 2003 la première ligne téléphonique dans le Maghreb d'écoute, d'information et d'orientation sur le sida. Enfin, en 2005, l'ALCS marque un véritable tournant dans la lutte contre le sida au Maroc en organisant un Sidaction qui a remporté un grand succès national et a changé profondément la perception de cette maladie par la population.

Le plaidoyer fort et précoce de l'ALCS, aussi bien auprès du ministère de la santé, de l'industrie pharmaceutique que des institutions internationales, en faveur de l'accès aux traitements, a permis au Maroc d'être à l'avant-garde des pays africains en introduisant les thérapies anti-rétrovirales dès 1998 et en garantissant l'accès universel et gratuit au traitement en 2003. Aujourd'hui l'ALCS souhaite partager l'expérience d'Elus Locaux Contre le Sida pour mettre en place des activités de plaidoyer auprès des partis politiques marocains afin d'inscrire la lutte contre le sida et la défense des droits des personnes vivant avec le VIH dans leurs priorités.

Hakima Himmich, présidente d'ALCS

(pour plus d'informations : www.alcsmaroc.org)

ALCS
association
de lutte
contre
le sida



Bristol-Myers Squibb



Schering-Plough





« La maison accueillante »

Créée en 1997 par Bernadette Rwegera, Ikambere, « La maison accueillante » est un lieu d'accueil pour les femmes infectées par le VIH. Le mot Ikambere signifie en kinyarwanda la maison principale destinée à recevoir aussi bien le public que les intimes. Lieu à la fois public et privé, Ikambere est donc véritablement une « maison accueillante » qui garde en son sein les paroles et les confidences des convives qui la fréquentent. Elle permet de partager la parole là où le sida a introduit le silence. Notre objectif à long terme est de permettre l'autonomie des femmes, en assurant une prise en charge globale. Ikambere leur permet de dédramatiser leurs problèmes, de les hiérarchiser et de chercher des solutions.

En Afrique, la parole est la chose la plus partagée et voilà que le sida, maladie de société, devient aussi une maladie individuelle. A cause de sa charge symbolique liée à la mort, il rend muet.

Ikambere est l'un des rares lieux d'accueil où les femmes trouvent un espace de parole. Elles peuvent partager les expériences, se soutenir mutuellement et faire face à la maladie dans les meilleures conditions. Dans ce lieu, un repas chaud est servi tous les midis gratuitement et les femmes ont la possibilité de faire de multiples activités : relaxation, esthétique, couture... Ces activités leur permettent d'être solidaires et de partager la parole.

Depuis la création d'Ikambere, on comptabilise plus de 30.000 passages et 1.270 femmes ont été reçues. Ikambere se voit dans ses perspectives comme un centre de ressources qui met en œuvre 8 projets : l'accueil, l'écoute et l'accompagnement, la prévention, les permanences hospitalières, la réinsertion par les ateliers de recherche d'emploi, l'hébergement par les familles relais, les appartements passerelles et la recherche, l'accompagnement vers l'emploi par le chantier la Main Fine. L'ensemble de ces projets permet une ouverture vers l'autonomie.

La prise en charge globale permet à une personne éprouvée par la maladie de retrouver la stabilité, la quiétude et les repères qui sont ébranlés par l'annonce de la séropositivité.

Bernadette Rwegera, présidente d'Ikambere

(pour plus d'informations : www.ikambere.com)

La course de l'espoir, une aventure humaine extraordinaire

Initiative originale et engagée d'une élue dans la lutte contre le sida : du 7 au 27 février 2007, Marie-Claude Garza, adjointe au maire de la ville d'Epernay et présidente de Faso Sport Solidarité, s'est rendue au Burkina Faso pour un périple de 20 jours à vélo à la rencontre des associations et des personnes touchées par le VIH/Sida. Voici son témoignage :

« Je suis partie avec Aïcha, burkinabé et séropositive, pour un périple de 1179 kilomètres sur les routes et les pistes du Burkina Faso à vélo. Notre but : faire passer un message de tolérance, pour que les bien-portants aient un autre regard sur les séropositifs, un message d'espoir en expliquant que si l'on est séropositif, on peut quand même se soigner; la vie ne s'arrête pas, il faut se battre contre la maladie !

En Afrique, quand une personne est déclarée porteuse du VIH/Sida, elle perd son travail, elle est souvent rejetée par sa famille et on sait qu'un Africain sans vie sociale est un Africain qui meurt. Beaucoup de personnes au Burkina Faso ne connaissent pas les modes de transmission de la maladie. Ils pensent que la sueur, la salive, le toucher d'un vêtement tâché par du sang peuvent transmettre le virus.

A chacune des villes étapes nous étions accueillies par une foule immense. Nous rencontrions alors les associations de lutte contre le sida et nous débattions



Aïcha et Marie-Claude Garza

sur ce thème pendant de longues heures avec le médecin qui nous accompagnait. En ce qui me concerne, je faisais toujours le parallèle avec ce qui se passe en France ce qui donnait une autre dimension à nos débats. J'ai été surprise de constater que beaucoup pensaient que les « occidentaux » n'étaient plus touchés par ce fléau et que seuls eux étaient concernés.

J'ai été invitée dans plusieurs journaux télévisés de ce pays afin de donner à tous un message d'espoir, expliquer que le VIH était transmissible et non contagieux, qu'il fallait être solidaire avec les malades. Nous avons distribué dans les pharmacies des associations plus de 8000 préservatifs et des brochures d'information de l'alliance des maires du Burkina Faso. Depuis mon retour, j'ai été contactée par de nombreux maires du Burkina Faso qui voulaient que nous recommencions dans un avenir proche un périple semblable afin de sensibiliser les populations locales à la réalité du sida. »

Marie-Claude Garza, présidente de Faso Sport Solidarité

Un film relatant ce périple peut être présenté aux villes qui le souhaitent.
(pour plus d'informations : www.fassol.fr)

Paris, le 2 mai 2007

Le Trésorier,

Madame, Monsieur, chers amis,

« Le sida se soigne aussi par la politique ». Partant de cette idée, l'association ELCS a été créée en 1995 par Jean-Luc Romero. Sa finalité est de rappeler à l'ensemble des élus locaux de notre pays qu'ils ont le devoir de se mobiliser et qu'ils doivent être les militants de l'action contre le sida, à un moment où l'on assiste à une démobilitation générale de nos compatriotes dans la lutte contre cette terrible maladie.

En 2007, jamais autant de personnes n'ont vécu avec le sida, que ce soit dans le monde (40 millions) ou en France (près de 150.000). Le nombre des contaminations par le virus du sida repart à la hausse dans notre pays. Ces indicateurs sont suffisamment alarmants pour appeler une réaction vigoureuse de ceux qui sont les acteurs du pouvoir public, qui sont les acteurs du terrain.

Dès aujourd'hui, vous pouvez adhérer à ELCS (bulletin ci-dessous) prouvant ainsi votre engagement dans la lutte contre le sida. Votre soutien est indispensable à la bonne marche de l'association afin que nous puissions continuer ce travail de sensibilisation.

Nous avons besoin de vous pour mobiliser encore d'avantage dans ce combat pour la vie.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, chers amis, à l'assurance de ma très amicale considération.

Philippe Lohéac



BULLETIN DE COTISATION

84, rue Quincampoix - 75003 Paris - T. : 01.42.72.36.46 - F. : 01.42.72.37.57
Courriel : info@elcs.fr - site : www.elcs.fr

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tél. :

Fax :

Courriel :

Mandat(s) :

Je souhaite adhérer à ELCS

- non élu(e) 10 €
- élu(e) non indemnisé(e) 20 €
- élu(e) indemnisé(e) 30 €
- soutien 40 € et plus

(les règlements doivent être effectués par chèque à l'ordre d'ELCS)